

# SCIENCE ET INTÉRÊTS : LA FIGURE DE LA DÉNONCIATION

## À propos d'un livre d'Yves Lenoir sur l'effet de serre

OLIVIER GODARD

*À l'interface des sciences et de la société surgissent des controverses hybrides ou transversales qui ne se déroulent ni sur le seul terrain social ni sur le seul terrain scientifique. Contribuent-elles à une meilleure information scientifique du citoyen et à un meilleur contrôle démocratique du développement de la science, ou au contraire les empêchent-elles ? C'est la question soulevée par un livre récent sur l'effet de serre.*

Les enjeux de connaissance suscités par le risque de changement climatique sont considérables, au point que l'on ne sait toujours pas si cette matière pourra faire un jour l'objet de véritables prévisions scientifiques. Les enjeux d'action ne le cèdent en rien aux premiers en complexité : dans un tel contexte scientifique marqué par des incertitudes majeures, mais sous contrainte d'irréversibilité des changements en cause, les modèles standard de la prise de décision rationnelle, valables pour les univers scientifiquement stabilisés, ne sont plus directement applicables (Godard, 1992 ; Hourcade *et al.*, 1992 ; Salles, 1993). C'est dire que l'interface science/décision revêt ici une complexité inégalée ouvrant aux analyses et aux controverses un champ particulièrement riche.

Le propre des controverses qui se développent dans ce type de contextes, que nous avons désignés ailleurs comme des "uni-

vers controversés" (Godard, 1993) (voir l'encadré), est d'être "hybrides" ou "transversales", de ne se dérouler ni sur le seul terrain socio-politique, comme lorsque les acteurs sociaux divergent sur la conduite de l'action, mais sur le fond d'un monde commun, ni sur le seul terrain scientifique redevable des procédures de validation des connaissances élaborées au sein de chaque discipline.

### LA PRISE DE DÉCISION EN UNIVERS CONTROVERSÉ

- Prédominance de la construction scientifique et sociale des problèmes sur la perception directe par les agents.
- La représentation séparée des intérêts de tiers absents est en cause : générations futures, autres pays, espèces naturelles, biosphère (?).
- Ils ont des porte-parole contradictoires.
- La connaissance scientifique est encore controversée sur des aspects essentiels du problème pertinents pour l'action.
- Du fait de l'irréversibilité potentielle, et du caractère majeur des enjeux, certains acteurs estiment qu'il faut agir immédiatement, sans attendre la stabilisation des connaissances.
- Les théories scientifiques, les "visions du monde et du futur" deviennent des variables stratégiques donnant naissance à de nouvelles formes de compétition.
- L'enjeu de cette compétition : la formation de communautés épistémiques et la fixation de conventions d'environnement.

Le récent ouvrage d'Yves Lenoir (1992) incarne une des figures que peuvent prendre ces controverses transversales : le soupçon et la dénonciation d'une manipulation des énoncés scientifiques par une coalition d'intérêts sociaux. En l'occurrence, une

coalition de la grande "science appliquée", de la haute technocratie et de grandes organisations écologistes aurait créé de toutes pièces le catastrophisme du réchauffement climatique en imposant un pseudo-consensus faisant à tort du CO<sub>2</sub> un bouc émissaire.

Cet ouvrage, publié dans la collection "Science et société" d'une maison d'édition bien réputée, a bénéficié de divers relais dans la "presse sérieuse" qui en a ainsi accrédité le contenu auprès de l'opinion publique française. Par exemple, la revue *Sciences et Avenir* en a fait la couverture de son numéro de décembre 1992 sous le titre : "Climat - L'effet de serre remis en question", avec pour sous-titre "Après deux ans d'enquête, un scientifique français dénonce l'alarmisme des théories officielles sur le réchauffement de la planète" ; l'éditorial lui est consacré sous le titre "Et si le pire n'était pas sûr..." ; et un article d'Yves Lenoir présente les principaux arguments développés dans son livre. De même dans *l'Express* du 25 février 1993, une recension du livre signée de Luc Ferry adresse les plus grandes louanges à l'auteur ("conviction", "talent", "souci de la vérité - vertu rarissime aujourd'hui -", "démonstration sérieuse") sur le mode : "enfin quelqu'un qui nous dit la vérité". Luc Ferry tient ainsi pour acquis les deux principaux axes de l'ouvrage : l'absurdité de l'hypothèse selon laquelle le gaz carbonique serait un facteur essentiel (l'évolution planétaire du climat n'aurait pratiquement rien à voir non seulement avec l'effet de serre, mais plus généralement avec les activités humaines) ; l'attribution des errements dénoncés à une manipulation exercée



par un lobby climatique émanant de la science appliquée, à la recherche de nouveaux débouchés après la contraction du secteur nucléaire militaire.

Tout cela est impressionnant. Que peut-on en penser si l'on s'intéresse aux rapports s'établissant entre la science et la société à propos de la nature ? Le cas est intéressant pour analyser comment se construit la représentation du vrai dans l'opinion. Il permet en particulier de réfléchir sur les conditions dans lesquelles ce que nous avons appelé les "controverses transversales" peuvent déboucher sur une amélioration de l'information scientifique des citoyens et sur un meilleur contrôle démocratique du déploiement de la science,<sup>1</sup> ou tout au contraire peuvent les empêcher. Plus que jamais la figure de la dénonciation d'un complot caché est aujourd'hui attractive pour l'opinion, le "fantasme du complot" trouvant sa source tant dans une défiance envers les institutions que dans le désir de mettre un nom, d'identifier un responsable pour les incertitudes et difficultés qui forment le "climat" de notre époque.

Se donnant le rôle du chevalier blanc luttant seul contre les puissants, Yves Lenoir mise à fond sur cette figure du "complot et de la manipulation à dénoncer" au cœur même de la discussion qu'il mène sur le terrain scientifique. Ainsi, après avoir, dans le passé, dénoncé la manipulation nucléaire, il nous offre aujourd'hui la dénonciation d'une supposée manipulation planétaire autour du thème du changement climatique, qu'il perçoit d'ailleurs comme le prolongement direct de la première. Mais de ce livre, qui en appelle à la vérité, émane pour celui qui est attentif à ces sujets, un étrange parfum, peu agréable : le procès intenté fleurit l'affaire fabriquée. C'est à l'analyse des principales formes de cette "fabrication" qu'on entend procéder ici.

## LES THÈSES DÉVELOPPÉES DANS LE LIVRE D'YVES LENOIR

Les principales thèses du livre nous semblent être les suivantes<sup>2</sup> :

■ Ce qui est donné publiquement comme le résultat de l'expertise scientifique

internationale n'est qu'une imposture scientifique :

- les variations de gaz à effet de serre n'expliquent pas les changements climatiques passés ;
- la fixation sur le CO<sub>2</sub> est doublement injustifiée : en tant que vecteur potentiel d'un changement climatique, en tant que principal contributeur relatif aux côtés d'autres gaz à effet de serre comme le CH<sub>4</sub> (les scientifiques du climat auraient sciemment commis une erreur évidente de calcul pour aboutir à une durée de vie moyenne du CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère de 120 ans, alors que l'auteur estime cette durée à 40 ou 50 ans).

■ L'expertise scientifique officielle est partie prenante d'une coalition d'intérêts comprenant notamment la haute technocratie, les grandes organisations écologistes, les mouvements et organisations défendant la maîtrise de l'énergie. Cette coalition est à l'origine de la création artificielle du problème du risque climatique et du catastrophisme ambiant depuis la Conférence de Villach en octobre 1985 ; elle a mis la main sur l'IPCC (Intergovernmental Panel on Climate Change, instance d'expertise intergouvernementale mise en place dans le cadre de l'ONU, sous l'égide de l'Organisation météorologique mondiale et du Programme des Nations Unies pour l'environnement).

■ Cette coalition porteuse d'un projet totalisant<sup>3</sup> veut, en dehors de tout contrôle démocratique et au nom d'une rhétorique sécuritaire (p. 131) se cristalliser dans le "principe de précaution", imposer un pseudo-consensus (pp. 72 et 164) faisant du CO<sub>2</sub> et de l'usage de l'énergie fossile des boucs émissaires de la catastrophe annoncée ; à cette fin, elle ne retient dans ses modèles que les rétroactions positives qui amplifient l'impact climatique, et délaisse systématiquement les rétroactions négatives. Elle récuse tout débat et toute critique scientifique externe (p. 132).

■ Le lobby du changement climatique est en passe de prendre le relais (en récupérant infrastructures, savoir-faire et modèles institutionnels) de celui du nucléaire afin d'asseoir la domination des intérêts de la "science appliquée" sur la société (p. 133). La démocratie

**Olivier Godard** : Chercheur au CNRS, Centre International de Recherche sur l'Environnement et le Développement (CIRED), URA 940, EHESS - 1, rue du 11 Novembre - 92120 Montrouge.

1. Nous nous référons en particulier aux propositions faites dans un autre ouvrage sur le climat, celui de Philippe Roqueplo (1993). Ce dernier préconise la multiplication des forums interdisciplinaires ouverts sur l'opinion publique de manière à faire partager les connaissances et à intriquer l'un dans l'autre le progrès de la connaissance et la genèse d'une volonté générale de type politique.

2. Cette sélection est de notre fait, l'auteur n'en proposant pas une récapitulation.

3. Cette expression est employée à plusieurs reprises par l'auteur, comme dans cette formule (p. 141) : le problème climatique est lourd d'un pouvoir global, nous avons dit "totalisant", sur l'avenir de nos sociétés.



serait en danger d'étouffement par cette nouvelle technocratie climatique<sup>4</sup>.

Au lieu de distinguer nettement deux types de démarches, qui ont chacune leurs propres exigences et "épreuves de vérité", l'ouvrage est un véritable tricot à deux fils : celui de l'analyse et du jugement scientifique sur les mécanismes sous-tendant le climat, celui de la critique sociale et institutionnelle. Cette intrication est ce qui donne au livre son allure et, aux yeux de lecteurs superficiels, sa force de conviction ; pour d'autres, dont nous sommes, là réside sa faiblesse et sa perversité : la discussion proprement scientifique (sur le rôle des océans, sur le manque de robustesse des modèles, etc.) ne permet pas, en elle-même, de donner de la consistance à la thèse de la manipulation planétaire, pas plus que la dénonciation de la manipulation n'est à même d'accroître la valeur scientifique des arguments...

Il nous faut évidemment apporter les preuves de ce que nous avançons. Nous nous appuyons en particulier pour le faire sur l'article de synthèse (*executive summary*) du rapport qui a été publié en octobre 1990 par l'Académie des sciences (AS25) sur le sujet de l'effet de serre. La référence à ce texte présente à nos yeux un triple intérêt :

- Le rapport dont il donne une synthèse est l'expression collective et solennelle des milieux scientifiques officiels français et non la prise de position de tel ou tel individu ; or la science est affaire de fonctionnement collectif : c'est l'examen et la discussion critique par les pairs qui sanctionnent la valeur scientifique d'énoncés ou de résultats. De plus ce rapport n'est pas en opposition avec celui qui émane de l'IPCC et en reprend de nombreuses données.

- C'est dans ce type de document (*executive summary*) que tendent à se loger de façon privilégiée les dérives ou biais éventuels dans la présentation des résultats scientifiques à l'intention des décideurs et de l'opinion.

- Cet article de synthèse a été rédigé par M. Dautray, membre de l'Académie des sciences mais aussi directeur scientifique du CEA, c'est-à-dire membre de cette techno-

cratie nucléaire française dont Yves Lenoir dénonce la participation à la tentative de manipulation planétaire autour du climat.

Au vu de l'importance de ce rapport de l'Académie des sciences, il est d'ailleurs fort curieux qu'Yves Lenoir ne s'y réfère à aucun moment dans son livre...

### DES IMPUTATIONS SCIENTIFIQUES ERRONÉES

Le procédé le plus fréquemment utilisé par Yves Lenoir consiste à imputer à la science officielle qu'il combat, des positions qu'elle ne défend pas. En voici les principaux exemples.

#### Le climat s'est déjà réchauffé

Dans un premier chapitre, Yves Lenoir entend mettre en cause « la cohérence d'ensemble de la proposition de départ » attribuée à ses ennemis : « le climat s'est déjà réchauffé à cause de l'augmentation de l'effet de serre » (p. 22). Mais cette proposition n'est pas celle tenue par le rapport AS25, qui précise (p. 10) : « Il n'existe pas aujourd'hui de consensus dans la communauté scientifique pour constater une hausse notable de température (et un changement climatique). »

#### La durée de vie moyenne du CO<sub>2</sub> est de 120 ans

La question de la durée de vie moyenne du CO<sub>2</sub> joue un rôle central dans l'argumentation d'Yves Lenoir. Les scientifiques auraient forcé les choses pour arriver à une valeur de 120 ans et cette valeur serait décisive, « puisque toute la cohérence du modèle politico-scientifique de la relation entre gaz carbonique, effet de serre et changement climatique » (p. 104) en dépendrait. Dans le tableau 1 (p. 5) donné par le rapport AS25, la valeur donnée est « entre 50 et 200 », avec en note la précision suivante : « Cet écart est notamment lié aux incertitudes sur le cycle biogéochimique du CO<sub>2</sub> »...

De toute façon, l'adoption de la valeur de 50 ans ne bouleverse pas la structure des problèmes d'action pour les décennies à venir. D'une part, comme le note Yves Lenoir lui-

même dans la note 14, la stabilisation de la concentration atmosphérique du CO<sub>2</sub> demanderait alors une réduction de 30 à 40 % des émissions au lieu d'une réduction de 60 à 80 % pour une valeur de 120 ans. Or la question à l'ordre du jour immédiat est l'éventuelle mise en œuvre d'une politique visant pour l'an 2000 une stabilisation des émissions (et pas des concentrations !) à leur niveau de 1990. C'est cette référence qui anime la politique communautaire européenne et qui a été retenue dans la *convention de Rio* sur le climat. D'autre part, en comparant les potentiels relatifs des gaz sur une durée de vingt ans, à partir des niveaux respectifs d'émission en 1990, le CO<sub>2</sub> représente encore 46 % du forçage radiatif total et le méthane 33 %, au lieu de 61 % et 15 % respectivement pour une comparaison intégrée sur 100 ans : en tout état de cause le CO<sub>2</sub> demeure incontournable. De plus, savoir sur quels gaz il convient de mettre l'accent dans une première étape est aussi affaire d'évaluation économique – quels sont les coûts respectifs des actions de limitation des émissions pour chaque gaz ? – et d'appréciation des conditions pratiques d'organisation de l'action – la production et la vente d'énergie fossile est bien encadrée administrativement, à la différence d'autres sources d'émissions –. Aussi, les priorités relatives de l'action ne peuvent pas être déduites de la seule comparaison physique des potentiels d'échauffement respectifs des gaz en cause.

#### Les variations des concentrations de gaz à effet de serre expliquent les changements climatiques passés

Abordant l'explication des changements climatiques passés, Yves Lenoir feint de croire que la science officielle les attribue exclusivement aux gaz à effet de serre. Or le rapport AS25 impute d'abord ces changements « aux variations périodiques de la position de la Terre par rapport au Soleil (...) en relation avec la complexité du système climatique » et ajoute : « Ces variations d'origine astronomique agiraient indirectement sur les variations de teneur en CO<sub>2</sub> de l'atmosphère par le biais de la solubilité du CO<sub>2</sub> dans les



océans, qui dépend de la température, et en fait, par celui de tout le cycle du carbone et des processus de rétroactions internes du climat. À leur tour, les changements de concentration des gaz à effet de serre contribuent à l'amplitude des variations de température observées. » On voit que la concentration de gaz à effet de serre n'intervient que comme un facteur d'amplification d'un changement déclenché, dans le passé, par d'autres causes. Pourquoi alors Yves Lenoir monte-t-il sur ses grands chevaux pour énoncer p. 70 : « Nous savons qu'il est malhonnête de présenter le gaz carbonique et le méthane, naturellement émis et recyclés par et dans la biosphère, comme des moteurs des changements climatiques passés ». Bien qu'imprécise (cela revient-il pour Yves Lenoir à nier tout rôle passé des gaz à effet de serre ?) cette phrase joue sur les mots. Puisque la science officielle n'adopte pas la présentation incriminée, on se demande quel est le sens ou l'effet attendu de cette phrase. La réponse est simple : donner à penser au lecteur ignorant que la science officielle professe une erreur, qu'elle est malhonnête et qu'heureusement Yves Lenoir est là pour établir la vérité...

### **Les indices de Potentiel d'échauffement global**

Une des cibles privilégiées de la critique de Yves Lenoir est le choix de l'IPCC de présenter dans son rapport de 1990 des indices de Potentiel d'échauffement global (GWP en anglais) assurant une équivalence générale des gaz à effet de serre. Ces indices combinent le pouvoir radiatif instantané et la durée de vie atmosphérique supposée des gaz. Yves Lenoir voit une erreur dans le fait d'adopter la référence au gaz carbonique pour calculer ces potentiels d'échauffement, en raison de la spécificité et de la complexité du cycle du carbone. Soit, mais il ajoute (p. 100) : « L'erreur – mais en est-ce vraiment une, et pas plutôt une manipulation sciemment soupesée ? ». Le calcul de ces indices soulève effectivement de nombreux problèmes, mais le procès d'intention de manipulation n'est pas de mise.

En effet, pourquoi le souci de vérité d'Yves Lenoir ne l'a-t-il pas conduit à faire état de la position adoptée par l'IPCC dans l'additif à son rapport publié en février 1992 ? Cette position consiste en ceci : le refus de donner un tableau d'équivalence entre gaz, qui prétendrait intégrer les effets indirects résultant de rétroactions diverses, et l'avertissement formulé en forme d'autocritique sur le fait que la plupart des indices donnés dans le rapport de 1990 « sont vraisemblablement entachés d'une erreur substantielle et qu'aucun ne peut être recommandé ». Yves Lenoir ne peut certainement pas objecter la date de publication de cet additif, puisqu'il fait référence dans son livre à plusieurs sources postérieures et en particulier à cette lettre d'un représentant des Amis de la Terre anglais faisant suite à un séminaire organisé dans le cadre de l'IPCC en juillet 1992 sur la question des GWP.

Citée p. 105, cette lettre est d'ailleurs importante pour éclairer la démarche de Yves Lenoir, de par le traitement qu'il donne à son auteur et à son contenu. D'abord, en la présentant comme une expression de l'IPCC, Y.L. donne à croire que l'IPCC est aux mains d'organisations écologistes qui en seraient alors les porte-parole naturels. Or il convient de distinguer les procédures officielles de l'IPCC, instance intergouvernementale, et notamment ses sessions plénières générales, et les manifestations diverses plus ou moins informelles que l'IPCC organise ou couvre afin de stimuler la diffusion des informations et la discussion avec les divers partenaires de l'action, parmi lesquelles les organisations écologistes. Ce sont ces divers jeux qu'il aurait fallu analyser, en évitant de prendre une scène pour une autre. Ceci dit, Yves Lenoir a raison de soulever le problème posé par le rôle qu'ont réussi à se ménager les organisations écologistes (et d'autres ONG, d'ailleurs) auprès des instances internationales communautaires et onusiennes, alors qu'elles ne sont en elles-mêmes garantes ni de scientificité ni de démocratie. La concertation avec les ONG est certainement utile si elle ne fait pas écran à des logiques démocratiques et si elle ne provoque pas une confusion des genres ; il n'est pas

4. Dans sa conclusion l'auteur juge, à propos du "principe de précaution", p. 166 : l'idée que la démocratie ferait perdre du temps et nuirait à l'intérêt public vient en corollaire.



assuré que telle ait toujours été la situation dans le passé ; mais en cette matière aussi, le procès d'intention ne suffit pas.

Ensuite, l'interprétation du contenu de cette lettre pose problème. Le membre des Amis de la Terre y énonce que lors du Séminaire en question, il aurait été décidé de s'en tenir à la référence "gaz carbonique" "parce que les GWP constituent essentiellement un outil *politique* plutôt qu'un outil scientifique". Yves Lenoir y voit la confirmation de sa thèse d'une manipulation, mais sans doute au prix d'un contresens sur le terme "politique" : l'anglais distingue *policy* and *politics* ; le terme *policy* qualifie ce qui relève de l'action, en particulier de l'action publique, sans qu'il y ait là une connotation politique. Il est vrai que l'élaboration des indices de GWP ne répond pas à une logique scientifique, c'est-à-dire aux exigences de la pure progression des connaissances fondamentales. Fort légitimement, elle s'inscrit dans une démarche *policy-oriented* préparant les conditions de l'action ou répondant à la demande de ceux qui auront pour charge de l'organiser : s'il était possible de construire une équivalence générale entre tous les gaz à effet de serre dans des conditions satisfaisantes au regard des exigences d'information de l'action, on ferait un bond sérieux du point de vue de la possibilité d'organiser une action rationnelle sur l'ensemble de ces gaz, pour le cas où cette action serait jugée souhaitable. Mais dire de cette démarche qu'elle ne relève pas d'une logique scientifique ne signifie pas qu'elle soit par principe contraire à la science. Il n'y a rien de honteux à l'avoir tentée, ni à reconnaître deux ans plus tard que les connaissances disponibles ne permettent pas aujourd'hui de faire aboutir ce projet ou d'accorder une grande valeur aux équivalences proposées.

### ***L'incertitude implique de "s'arrêter"***

La dernière section du chapitre 2 est chapeautée d'un titre provoquant : "Grande première historique : puisqu'on ne sait pas où l'on va, alors on s'arrête" (p. 70). Ce titre donne à entendre que telle est la position

dominante ou majoritaire qui émane de la coalition du lobby climatique. Mais, le texte qui suit ce chapeau, où l'on parle essentiellement de voitures et d'avions métaphoriques et aucunement de l'analyse des propositions stratégiques faites par diverses instances, n'étaye pas cette assertion dont on se demande bien où l'auteur est allé la chercher : personne, parmi les responsables politiques, la "technocratie" ou la science officielle ne propose de "s'arrêter". Par exemple le rapport AS25 se conclut seulement sur la nécessité d'engager dès maintenant des actions de prévention et d'adaptation : "les conditions minimales d'ores et déjà certaines de l'accroissement futur de l'effet de serre ont un caractère de gravité suffisant à très long terme (le siècle) pour justifier des mesures de prévention et d'adaptation qui nécessitent la plus grande vigilance et la plus grande énergie de mise en train des efforts" (p. 16). Plus généralement, le débat international est aujourd'hui structuré autour de notions comme les "stratégies sans regrets", englobant les actions qui ont d'autres justifications que la prévention du risque climatique, et le "principe de précaution" qui justifie en plus l'engagement d'un volet d'actions impliquant un coût net modéré.

### **L'EXAGÉRATION DES FORMULES**

Effet d'écriture peut-être, l'auteur emploie souvent des formules vraiment exagérées. En voici quelques exemples. Il dénonce (p. 16) le passage sans transition d'un "overkill nucléaire" à un "overconcern écologique" focalisé sur l'effet de serre. Quelle est la base factuelle de cette assertion autorisant à parler aujourd'hui d'un "overconcern écologique" et à attribuer la même ampleur aux deux phénomènes ? En fait, Yves Lenoir note beaucoup plus loin (p. 155) : "A ce jour l'alerte à l'effet de serre n'a guère dépassé le stade d'un phénomène médiatique. Les moyens mis à la disposition de la science climatique restent en valeur absolue très modestes (...) et aucune mesure contraignante tangible n'a encore été décidée". Quand on sait le poids économique et politique de la course à l'accumulation des

armes nucléaires, on doit constater que Yves Lenoir confond les ordres de grandeur quand il met les deux *over* sur le même plan.

Épinglons aussi des formules comme cet "inconscient collectif chauffé à blanc par le catastrophisme millénariste" (p. 90) ou la certitude du succès de la rhétorique sécuritaire (p. 131) ou "l'impressionnant regroupement de forces exigeant la subordination de la production et de la consommation à des critères de qualité climatique" (p. 139).

Tous ces excès de langage visent à donner de la consistance et de la crédibilité au complot supposé : on ne pourrait pas vendre l'idée qu'une grande manipulation a vu le jour si elle ne devait avoir que des effets misérables ou médiocres.

### **DES ERREURS FACTUELLES SIGNIFICATIVES**

Deux anecdotes sont citées à l'appui de ses dires par Yves Lenoir qui leur confère d'ailleurs une importance particulière. La première est la participation du Président Mitterrand à la Conférence mondiale de l'énergie (CME) à Montréal en novembre 1988. Yves Lenoir commente : "nous voyons dans cette intrusion du plus électronucléophile des chefs d'Etat dans un monde énergétique enfiévré par l'effet de serre, l'un des moments forts de la transmission du relais de l'atome au climat. La présence du président en ce moment historique manifeste la volonté de la haute administration française de jouer à fond la stratégie anti-effet de serre et, sur le plan intérieur, de s'aliéner les bonnes grâces des écologistes". Il n'y a qu'un problème : la CME ne s'est tenue à Montréal qu'en septembre 1989 et le Président Mitterrand n'y est pas allé ! Par ailleurs, la haute administration française ne peut vraiment pas être créditée de la volonté de "jouer la carte de l'effet de serre", si l'on excepte la personne du Président de la Mission Interministérielle de l'Effet de Serre qui, au moins de par sa fonction, a pris ce dossier au sérieux et peut-être quelques personnes au ministère des Affaires Étrangères... Par contre, s'agissant de la France, beaucoup de gens dans



l'administration et dans les entreprises sont très préoccupés par les mesures qui pourraient être adoptées au titre d'une politique de prévention de l'effet de serre, par exemple la création d'une nouvelle taxe sur l'énergie proposée par la Commission de Bruxelles<sup>6</sup>.

La deuxième anecdote concerne le refus, manifesté par les représentants de l'IPCC, de remettre en cause les conclusions des travaux de ce groupe (sur le choix du CO<sub>2</sub> atmosphérique comme référence et sur sa durée de vie) qu'a essuyé un membre de l'association écologiste *Bulle Bleue* lors d'une Conférence de l'IPCC tenue à Rio de Janeiro en juin 1992 lors du Sommet de la Terre. Yves Lenoir conclut ainsi la narration de cette anecdote (p. 158) : "pas de débat possible : il est clair que tout est verrouillé du point de vue scientifique, du moins en public..." Cette anecdote pose deux problèmes :

■ parmi les différentes manifestations entourant la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement de Rio, il n'y a pas eu de Conférence de l'IPCC ! Sur le plan scientifique, s'est déroulée une Conférence intitulée "*a Scientific Programme on Environment and Development*", organisée par le gouvernement brésilien avec le concours de l'UNESCO ; l'une de ses sessions d'une demi-journée était consacrée au thème "le changement climatique et les interactions atmosphère-océan" ; organisée autour de 5 ou 6 conférences, dont un exposé de Bert Bolin, scientifique suédois, président de l'IPCC, cette session à laquelle nous avons personnellement assisté n'a laissé qu'un temps très limité au jeu des questions-réponses. Manifestement, ce n'était pas le cadre adéquat pour entamer un débat approfondi sur tel ou tel point méthodologique. Faut-il s'en offusquer ?

■ Si ce n'est toi, c'est donc ton frère... admettons que la scène se soit passée ailleurs à un autre moment ; qu'y aurait-il d'étonnant à ce que les représentants de l'IPCC défendent les résultats auxquels cette instance collective est parvenue après plusieurs années de travail, même s'il est juste dans le principe de vouloir soumettre ces résultats à l'épreuve de la critique, ce dont beaucoup de

scientifiques ne se sont pas privés ? Mais on ne peut ignorer que les résultats présentés sont déjà le produit d'un processus d'examen critique et de débats, qui se poursuit d'ailleurs. Il n'y a donc que deux questions légitimes à soulever. La première porte sur les règles de fonctionnement de l'IPCC et en particulier sur les conditions du débat critique qui s'y déroule concrètement ; la valeur des résultats de l'IPCC en dépend en effet. Mais on n'a pas le droit de soulever une objection de principe à l'encontre de la mission exercée par ce groupe d'experts. La deuxième question est celle des conditions dans lesquelles des non-spécialistes ou des non-scientifiques pourraient être associés à des débats internationaux de ce type alors même que, pour des raisons pratiques évidentes, ces débats ne peuvent déjà pas associer tous les spécialistes directement concernés. Mais ces questions Yves Lenoir ne les pose ni ne les explore.

### UNE IMPUTATION IMAGINAIRE D'INTENTIONS ET DE PROJETS À DES ACTEURS FANTÔMES

Comme dans ces romans historiques qui plaisent au public, l'imagination prend souvent, chez Yves Lenoir, le relais de l'analyse des faits et gestes des acteurs concrets. On y manie des catégories abstraites supposées exprimer des essences à l'œuvre. Il y aurait ainsi un lobby climatique, comme il y a eu un lobby nucléaire. "La nature de leur projet est identique : totalisante. La science atomique se proposait de révolutionner la société industrielle ; la science climatique se propose de définir les normes de gestion de la planète." (p. 133). Agiraient dans l'ombre les "conditionneurs d'opinion publique", dont la mission est : "ignorer et balayer doutes et critiques, faire croire au consensus" (p. 72). On apprend aussi que "le choix d'un gaz de référence répond au souci très clairement exprimé par les milieux intermédiaires entre la sphère de la recherche et la sphère *politico-opinion publique* de simplifier le message pour forcer l'intérêt et obtenir des décisions" (p. 91). Ces milieux intermédiaires, qui sont-ils ? On apprend qu'ils

5. L'accumulation des armes nucléaires était parvenue à un stade où chaque camp avait acquis la possibilité de détruire plusieurs fois son adversaire.

6. On peut en trouver un écho assourdi dans le récent rapport de la Commission "Environnement, qualité de vie, croissance" de préparation du XI<sup>e</sup> Plan (CGP, 1993). Néanmoins il est vrai que le risque climatique fournit habituellement un argument supplémentaire en faveur de l'option nucléaire pour les dirigeants des entreprises ayant partie liée à cette forme d'énergie. Mais cet argument est plutôt joué *mezzo voce*, comme une confirmation du bien-fondé des choix antérieurs de la politique énergétique française et comme un élément qui devrait contribuer à débloquer la situation du nucléaire à l'échelle mondiale. Mais il est reconnu qu'un ensemble de conditions préalables doivent être satisfaites au regard de la sûreté des centrales, du traitement des déchets et de la non-prolifération des usages militaires.



constituent "de facto le cœur de ce qu'on appelle la technocratie". Certes, mais encore ? On n'en saura pas plus, et pourtant "ce sont eux qui ont façonné et imposé la présentation en équivalent gaz carbonique, et avec succès". Cependant, Yves Lenoir mettra en cause plus loin les organisations écologistes prêtes à se saisir de toute argumentation d'allure scientifique conforme à leur stratégie (ce serait donc eux la technocratie ?) ou bien la "science appliquée", qui "a su se constituer un des attributs majeurs de toute religion universelle : une hiérarchie de prêtres, seuls autorisés à dire la vérité". Évoquant l'héritage et la continuation des aventures atomique et spatiale dans le domaine climatique, Yves Lenoir ne peut s'empêcher d'estimer que "le passage du témoin intervient trop à propos pour n'avoir pas été préparé de longue date par des convergences d'intérêt et de projet." Mais il n'y a aucun élément factuel sérieux à l'appui de ces imputations et constructions.

244

### DES ÉNONCIATIONS SUPPOSÉES ACQUÉRIR, PAR LA DÉRISION, UNE VALEUR DE DÉNONCIATION

Dans une section de quelques pages (pp. 130-133), Yves Lenoir entreprend de démontrer les recettes de la constitution des pseudo-consensus qui permettraient à la science appliquée d'acquérir autonomie et emprise sur la société. À cette fin, il présente avec ce qu'il faut de distanciation et de dérision les principaux arguments généralement avancés pour construire une stratégie rationnelle d'action face à des problèmes comme celui du risque climatique. À aucun moment, ces arguments ne sont pris au sérieux, discutés et évalués pour eux-mêmes ; ils ne sont traités que comme les moyens stratégiques mobilisés par la "manipulation planétaire" dénoncée. Ces thèmes, quels sont-ils ? La durée requise pour développer les connaissances et conduire une action de longue haleine, quand les perspectives de rentabilisation économique sont lointaines ou inexistantes ; la structure du pari de Pascal face à des risques majeurs ; une approche en termes de

sécurité s'exprimant par exemple dans le principe de précaution ; la détermination de jalons pour motiver l'action à court et moyen terme...

La seule alternative à laquelle l'auteur se réfère de manière centrale, mais sans expliciter le contenu qu'il lui donne, est la démocratie. À plusieurs moments, on a l'impression que la démocratie se réduit pour lui à la critique de ce qu'il appelle les institutions technocratiques et à l'appel à des contre-expertises. Mais pense-t-il que la pratique démocratique puisse se passer d'une mise en forme rationnelle des problèmes d'action ? L'auteur prône-t-il vraiment que l'on abandonne toute référence au "principe de précaution" dans les divers domaines de la vie sociale et par exemple dans le domaine des choix énergétiques ? Propose-t-il que l'on fasse de la rentabilité marchande immédiate le seul critère de décision pour l'action publique ?

De deux choses l'une : ou bien l'auteur songe à des critères alternatifs à ceux qu'il semble dénoncer, mais la crédibilité de sa critique est mesurée à l'aune de la valeur de ses propositions, qu'il n'a d'ailleurs pas faites ; ou bien l'auteur n'a rien d'autre à proposer et n'est pas fondé à adopter le ton de dérision qu'il se permet. Le fait que des groupes d'intérêts en viennent à emprunter des postures stratégiques et des ressources conceptuelles et langagières comme celles qu'on vient d'évoquer (principe de précaution, etc.) ne suffit pas pour récuser ces dernières ; il atteste au contraire de leur pertinence et de leur valeur sur le plan de la justification, puisqu'aussi bien le faux cherche toujours à se couler dans les habits du vrai.

S'il veut être pertinent, celui qui veut exercer son talent de critique doit alors entreprendre une analyse beaucoup plus subtile, plus serrée, mais aussi sans doute plus modérée et moins spectaculaire, pour débusquer les dérives ou récupérations éventuelles. Mais si finalement les positions soutenues par des groupes d'intérêts passent ce crible, il n'est pas fondé de les critiquer au motif des intérêts qui seraient en jeu : il n'y a pas d'action sans acteurs, ni d'acteurs sans formation de visions du monde, d'intérêts et de stratégies d'acteurs. Les problèmes réels à affronter sont ceux de la

justification collective de l'action au-delà des intérêts particuliers qui peuvent la motiver, et non nécessairement contre eux, et de la coordination des visions du monde et des stratégies des acteurs sociaux dont dépend sa mise en œuvre.

### UNE ÉTRANGE POSTURE, AUTO-ATTRIBUÉE, DE JUGE EN DERNIÈRE INSTANCE DE LA VALEUR SCIENTIFIQUE DES ÉNONCÉS

La candeur enfantine est parfois de mise pour dire tout haut que le roi est nu. Mais cette candeur n'est pas donnée à qui veut et il ne suffit pas de jouer les candides pour faire que le roi soit nu.

Dans son rapport à la science, Yves Lenoir se trouve dans une position paradoxale. D'un côté il dénonce en bloc son expression institutionnelle (thèse de la manipulation exercée par la science appliquée, censée ne faire qu'une, de l'atome à l'espace et au climat). De l'autre côté, il doit bien chercher à s'appuyer sur des éléments solides pour mener son combat. Tantôt, il se réfère sélectivement à certains travaux scientifiques ou à certaines disciplines qu'il oppose aux représentants patentés de la science du climat (les paléocéanographes contre les spécialistes de l'atmosphère, par exemple) et qu'il disculpe d'ailleurs, sans qu'on sache trop pourquoi, de toute intention maligne<sup>7</sup>. Tantôt il en appelle à l'évidence, au bon sens, à la logique élémentaire. On apprend ainsi "qu'il n'est pas besoin d'être un spécialiste de climatologie pour repérer les anomalies des courbes de Vostok et ne pas se satisfaire de la causalité "gaz carbonique, effet de serre" proposée par certains dans un contexte où leur intervention n'est à l'évidence pas seulement scientifique" (p. 151). Ou « Il y a pourtant un moyen très simple de se faire une idée de la manière dont le cycle complet du gaz carbonique élimine les émissions anthropiques (...) » (p. 104). Tranchant en faveur de l'hypothèse d'un géographe français contre d'autres travaux français et internationaux, Yves Lenoir décide d'attribuer une valeur explicative centrale aux Anticyclones mobiles polaires (AMP). Et



il en conclut : "Quant à l'avancée du désert saharien vers le sud (...), il est évident qu'elle découle de la puissance accrue des AMP" (p. 39). S'agissant des changements climatiques du passé, Yves Lenoir n'hésite pas à trancher : "les changements ont été impulsés par de brusques transitions dans la circulation océanique qui ont modifié le cycle du gaz carbonique".

Peut-être Yves Lenoir a-t-il raison, peut-être a-t-il tort dans chacun de ces jugements. Mais la question n'est pas là. Il convient en effet de réfléchir à la situation particulière qui est créée par la forme donnée à de tels propos. Intervenant dans des champs disciplinaires qui ne sont pas les siens et sur lesquels il n'a pas de compétence particulière, l'auteur, ingénieur en mathématiques appliquées, juge, tranche, propose, condamne ou donne les bons points aux uns et aux autres. S'il se trouvait dans une enceinte scientifique, il aurait à défendre vraiment ces positions sur le terrain scientifique en faisant montre des travaux les sous-tendant. Mais ici, il s'adresse à un large public non spécialisé bien incapable d'arbitrer par lui-même entre tous ces éléments. En d'autres termes, les propos de Yves Lenoir n'ont reçu aucune validation scientifique préalable avant d'être livrés au grand public. Et l'argumentation présentée n'est pas suffisante pour que l'honnête homme soit en position d'adhérer ou d'objecter sur une base rationnelle. L'attitude du lecteur va donc dépendre d'une relation de confiance envers l'auteur ou de défiance partagée *a priori* envers la science officielle ou les institutions technocratiques. Yves Lenoir recherche d'ailleurs cette connivence en tentant de désamorcer, sur un terrain non scientifique, l'impact de la critique scientifique à laquelle il s'expose, en l'attribuant par avance à la malfaisance de la coalition dénoncée et au refus systématique de la science appliquée d'accepter une critique qui ne viendrait pas de son sein : "Jamais une Eglise n'acceptera une critique externe proposée par un non-initié, un hérétique ou un infidèle ; et elle sait comment juguler les critiques venues de l'intérieur. Il en est ainsi de la science appliquée, qui ne cautionne que les informations autorisées produites en son sein"

(p. 133). On peut même penser qu'il verra dans la réfutation de ses thèses par la science officielle le signe de leur validité...

Ainsi, sous ses allures scientifiques, la démarche de Yves Lenoir ne permet de démontrer ni qu'une modification importante, d'origine anthropique, de la concentration atmosphérique des gaz à effet de serre ne pourrait pas provoquer de changement climatique dans les décennies à venir, ni qu'une vaste coalition d'intérêts s'est emparée des instances d'expertise comme l'IPCC pour imposer des vues contraires aux informations scientifiques et à la démocratie. Et pourtant, c'est ce que croira pouvoir retenir, en toute vérité, le lecteur, en particulier celui qui est prédisposé à entendre ce type de propos.

Du point de vue scientifique les deux volets de la démonstration d'Yves Lenoir n'ont un semblant de tenue que l'un par l'autre, ce qui fournit une nouvelle illustration de ce qu'on peut appeler l'effet Dupondt. Le lecteur se souviendra peut-être de cet épisode de la bande dessinée *On a marché sur la lune* de Hergé (1954, p. 6) où Tintin, avant de rétablir la pesanteur, avertit à la cantonade "Tenez-vous bien !". Et les Dupondt, se tenant l'un à l'autre, de répondre : "Vous pouvez y aller... Nous nous tenons !..." avant de s'écrouler au sol quand les lois de la pesanteur reprennent le dessus... Mais, le plus déconcertant n'est-il pas que, sur le terrain des représentations sociales, ce sont les vues de Yves Lenoir qui risquent de l'emporter durablement ? Cela signifierait que les idées, une fois devenues croyances, peuvent demeurer longtemps en état d'apesanteur.

## Références

- Académie des sciences (1990). *L'effet de serre et ses conséquences climatiques. Evaluation scientifique*, Paris, ("Rapport n° 25"), octobre.
- Commissariat général du plan, Commission "Environnement, qualité de vie, croissance" présidée par Bertrand Collomb (1993). *Croissance et environnement : les conditions de la qualité de la vie*, Paris, La Documentation Française, ("Préparation du XI<sup>e</sup> Plan"), (274 p.).
- Ferry, L. (1993). "Une volée de bois vert", *L'Express*, 25 février, (Rubrique "Livres"), 97-98.
- Godard, O. (1992). "Social decision-making in the context of scientific controversies. The interplay of environmental issues,

technological conventions and economic stakes", *Global Environmental Change. Human and Policy Dimensions*, 2, (3), september, 239-249.

Godard, O. (1993). "Stratégies industrielles et conventions d'environnement : de l'univers stabilisé aux univers controversés", *Congrès international "Environnement et économie : quels axes pour la recherche dans les années à venir ?"* organisé par le Ministère de l'environnement, l'INSEE et l'IFEN, Paris, Sénat, 15-16 février.

Hergé (1954). *On a marché sur la lune*, Paris, Casterman.

Hourcade, J.-C., Salles, J.-M. & Théry, D. (1992). "Ecological economics and scientific controversies. Lessons from some recent policy making in the EEC", *Ecological economics*, 6, 211-233.

Intergovernmental Panel on Climate Change (1992). *The 1992 IPCC Supplement*, Geneva, WMO & UNEP, February.

Lenoir, Y. (1992). *La vérité sur l'effet de serre. Le dossier d'une manipulation planétaire*, Paris, La Découverte, (Collection "Science et société"), novembre, (173 p.).

Lenoir, Y. (1992). "L'effet de serre remis en question", *Sciences et avenir*, (550), décembre, 18-24.

Roqueplo, P. (1993). *Climats sous surveillance. Limites et conditions de l'expertise scientifique*, Paris, Economica, (Coll. "Innovation"), (401 p.).

Salles, J.-M. (1993). "Les enjeux économiques des risques globaux d'environnement", *Natures-Sciences-Sociétés*, 1, (2), 108-117.

7. Si l'on adopte, comme Yves Lenoir, le parti de réduire les énoncés scientifiques aux intérêts professionnels, économiques et idéologiques des chercheurs, il n'y a pas de raison de réserver ce traitement à certains d'entre eux et d'en exempter les autres. Nous ne voulons certainement pas signifier par là que les paléo-océanographes sont particulièrement porteurs d'intentions malignes...